

**Distr. RESTRICTED**

**CRS/2017/CRP.7**

**ORIGINAL: FRENCH**

**THIRD INTERNATIONAL DECADE FOR THE ERADICATION OF COLONIALISM**

**Caribbean regional seminar on the implementation of the Third International  
Decade for the Eradication of Colonialism: the future for decolonization in  
the Non Self-Governing Territories: what are the prospects?**

**Kingstown, Saint Vincent and the Grenadines  
16 to 18 May 2017**

**STATEMENT BY MR. MANUEL TERAÏ**

**(FRENCH POLYNESIA)**

Exposé du représentant de la Polynésie française

Séminaire régional pour les Caraïbes sur la mise en œuvre de la troisième Décennie de l'élimination du colonialisme

The "Future for Decolonization in the non-self-governing territories. What are the prospects?"

Saint Vincent-et-les Grenadines  
16 au 18 mai 2017

Monsieur le Président du Comité spécial de décolonisation,

Mesdames et Messieurs les représentants des Etats membres des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de remercier chaleureusement le gouvernement et le peuple de Saint Vincent-et-les Grenadines pour son accueil et son hospitalité.

**1. Première participation de la Polynésie française à un séminaire régional du C24 depuis son inscription sur la liste des territoires non autonomes.**

- Le territoire de la Polynésie française est intervenue pour la première fois à la Quatrième Commission des Nations Unies le 4 Octobre 2016 et depuis cette date, la Polynésie française n'appliquera plus la « politique de la chaise vide » et sera présente pour donner le point de vue de la majorité des polynésiens.

- Dans la mesure où la situation de chaque territoire est particulière, la Polynésie française sera présente pour informer de manière objective les membres du C24 sur la réalité de la situation.

## **2. La volonté clairement manifestée par les polynésiens à chaque consultation électorale de son choix de rester au sein de la République française.**

- Les indépendantistes n'ont jamais remporté la majorité de suffrages lors de consultations électorales.
- Le leader indépendantiste a certes présidé le Pays en 2004 mais soutenu par des autonomistes au sein d'une alliance majoritaire de circonstance et qui n'a pas duré, d'où l'instabilité politique qui s'est achevée en 2013.

## **3. Le fait nucléaire.**

Dans sa Résolution adoptée en 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a réaffirmé ses inquiétudes concernant les retombées sanitaires et environnementales des essais nucléaires français qui ont duré plus de 30 ans.

- L'Etat français a reconnu le fait nucléaire en mettant en place un dispositif d'indemnisation des victimes des essais nucléaires. Cette reconnaissance a été confirmée publiquement par le Président François Hollande lors de sa visite en Polynésie en février 2016.
- La loi Morin a été fortement critiquée depuis son adoption et en février 2017, l'Assemblée nationale a supprimé la notion de « risque négligeable » permettant ainsi l'indemnisation d'un nombre plus important des victimes.

## **4. La maîtrise des ressources naturelles.**

Dans sa dernière résolution, l'Assemblée générale des Nations Unies a réaffirmé « les droits inaliénables de la population de Polynésie française au contrôle, à la propriété et à l'exploitation des ressources naturelles et ce, comprenant les ressources marines et les minéraux sous-marins. »

- Le président Edouard Fritch a rappelé dans son intervention devant la Quatrième commission en octobre 2016 que le statut issu de la Loi organique de 2004 stipulait la pleine compétence de la Polynésie française sur l'exercice de son droit d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles du sous-sol et du sol jusque dans la zone économique exclusive.
- L'Etat français reconnaît ce droit et l'a réaffirmé dans l'Accord de l'Elysée signé le 17 mars 2017, évoqué plus loin.
- La Polynésie française n'a signé aucun accord de pêche avec les flottes étrangères depuis 1996 et la pêche à la senne est interdite dans notre ZEE. Ceci était une décision politique afin de préserver notre ressource et de permettre à nos propres pêcheurs d'exploiter eux-mêmes cette ressource.

#### **5. Intégration de la Polynésie française dans son environnement régional.**

- La Polynésie française est devenue membre à part entière du Forum des Iles du Pacifique depuis le 10 septembre 2016 à Pohnpei, aux Etats Fédérés de Micronésie, marquant ainsi la reconnaissance du degré d'autonomie de la Polynésie française pour intervenir face aux défis de la région.
- La Polynésie française participera aux côtés des Etat membres du Pacifique à la Conférence sur les Océans de juin 2017 au siège de l'ONU à New York.

#### **6. Eléments importants sur la situation politique.**

- Les polynésiens ont les mêmes droits électoraux que les français du continent. Ils participent ainsi aux mêmes élections, avec en plus, les élections des représentants à l'Assemblée de la Polynésie française tous les 5 ans. Cette élection conduit à l'élection du Président du territoire parmi les 57 représentants à élire. La prochaine élection aura lieu en mars 2018.

- Les polynésiens viennent de participer à l'élection du Président de la République.

- Cette élection a apporté 58% des suffrages à monsieur Emmanuel Macron, soutenu par le parti autonomiste majoritaire, et 41% à madame Marine Le Pen, soutenu par le deuxième parti autonomiste.

- Les polynésiens éliront les 3 et 17 juin prochains, les 3 députés qui siègeront au titre la Polynésie française à l'Assemblée nationale.

- Lors des dernières élections territoriales de mars 2013, 70% des électeurs ont fait le choix de l'autonomie en donnant 47 sièges sur 57 aux partis autonomistes et 10 sièges aux indépendantistes.

### **7. L'Accord de L'Elysée signé le 17 mars 2017 à Paris avec le Président François Hollande.**

- Cet accord fait une place importante aux engagements sur les conséquences des essais nucléaires :

- L'Etat français et la Polynésie française initient une démarche conjointe afin de déterminer des prestations servies par la Caisse de prévoyance sociale aux victimes des essais nucléaires reconnues par le régime d'indemnisation ;
- L'Etat français s'engage à accompagner la Polynésie française dans le cadre du traitement des maladies radio-induites par le biais d'une dotation d'investissement de 6 millions d'euros, sur trois ans, en faveur du service d'oncologie du Centre hospitalier territoriale ;
- L'Etat français et la Polynésie française s'engagent à offrir un appui médical, juridique et administratif en faveur des victimes du nucléaire, dans le cadre du dispositif d'indemnisation.

- Les autres points abordés par l'accord sont :

- L'Etat français s'engage à travailler avec les institutions européennes et la Polynésie française pour améliorer son régime d'association et pour examiner l'opportunité d'une extension de l'euro ;
- L'Etat français soutient la volonté d'insertion de la Polynésie française dans son environnement régional. Il appuie les projets de coopération régionale au travers du Fonds de coopération économique, social et culturelle pour le Pacifique ;
- L'Etat français conclut un contrat pluriannuel avec la Polynésie française prévoyant sa participation au financement de projets relevant des compétences de la Polynésie française ;
- La participation de l'Etat français au financement d'équipements structurants via le fonds exceptionnel d'investissement, notamment dans les secteurs des énergies renouvelables et du numérique ;
- L'Etat français facilite d'avantage les déplacements vers la France européenne et accompagne financièrement les personnes qui souhaitent y suivre des études supérieures ou une formation professionnelle ;
- L'Etat français et la Polynésie française identifient conjointement les moyens de réduire les conséquences de l'enclavement et de l'éloignement de certaines îles du pôle d'activité de Tahiti.

- Le nouveau Président de la République, monsieur Emmanuel Macron, s'est engagé avant l'issue du scrutin à respecter les termes de cet accord qui marque la volonté de l'Etat français et de la Polynésie française de fonder leurs relations sur la base d'un pacte républicain pour 30 ans.

## **8. La résolution n° 2013-3 APF du 30 mai 2013.**

- La résolution n° 2013-3 de l'Assemblée de la Polynésie française du 30 mai 2013 fait écho à celle adoptée par la même Assemblée le 18 août 2011 demandant l'inscription de la Polynésie française sur la liste des territoires non autonomes de l'ONU.

- Cette résolution de mai 2013 a procédé au retrait de la résolution de 2011 à la majorité des membres de l'Assemblée de la Polynésie française.

- La résolution de 2013 considère qu'en 2011, ni le président de la Polynésie française, ni le gouvernement, ni les élus de l'Assemblée de la Polynésie française n'ont consulté le peuple polynésien avant d'adopter la résolution appelant à la réinscription de la Polynésie française sur la liste des territoires non autonomes à décoloniser.

- Il est stipulé également à l'article 1<sup>er</sup> de ladite résolution qu'il est demandé à l'Assemblée Générale des Nations Unies de reconnaître que la Polynésie française est bien un territoire autonome au sens de la Charte des Nations Unies et de ne pas procéder à son inscription sur la liste des Territoires non autonomes à décoloniser.

- Cette résolution a été transmise au Président du C24 et au Secrétaire Général des Nations Unies.

### **CONCLUSION.**

- Vous l'avez compris, mesdames et messieurs membres du C24, aujourd'hui la Polynésie française est inscrite sur la liste et c'est à ce titre que nous sommes là aujourd'hui pour vous donner la vision la plus proche de la réalité de la volonté de la majorité des Polynésiens.

- La France n'est pas un Etat colonial et à fortiori, la Polynésie n'est pas une colonie qu'il faut « décoloniser » et c'est la position de la majorité des polynésiens qui le manifestent au travers de chaque échéance électorale.

- Nous réaffirmons solennellement les termes du discours du Président de la Polynésie française en octobre 2016 qui a été clair sur un certain nombre de points et il faudra sans doute réfléchir sur la possibilité de la désinscription de la Polynésie française de la liste des territoires non autonomes.

- Cette désinscription devra se faire à plus ou moins long terme aux convenances des membres du C24.

- Nous avons pensé qu'il était utile de vous apporter ces quelques précisions sur la véritable situation de notre Pays telles que nous la vivons aujourd'hui.

Nous tenons à vous remercier de votre écoute.

Thank you for giving me the opportunity to express myself on this important issue.

PJ : Discours du Président Edouard Fritch devant la Quatrième Commission le 4 octobre 2016  
Résolution n° 2013-3 de l'Assemblée de la Polynésie française du 30 mai 2013



**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

**RÉSOLUTION N° 2013-3 R/APF**

**DU 30 MAI 2013**

---

appelant l'Assemblée générale des Nations Unies à reconnaître que la Polynésie française demeure un territoire autonome au sens de la Charte des Nations Unies, et à ne pas procéder à l'inscription de la Polynésie française sur la liste des Pays non autonomes à décoloniser

---

**L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2005-59 APF du 13 mai 2005 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la proposition de résolution déposée et enregistrée au secrétariat général de l'assemblée de la Polynésie française sous le n° 5486 du 16 mai 2013 ;

Vu la lettre n° 1934/2013/APF/SG du 22 mai 2013 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 43-2013 du 24 mai 2013 de la commission des institutions et des relations internationales ;

Vu la résolution A/RES/67/265 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 mai 2013, lors de la 82<sup>e</sup> séance de sa 67<sup>e</sup> session ;

Dans sa séance du 30 mai 2013 ;

## ADOpte LA RésOLUTION DONT LA TENEUR SUIT :

Considérant que ni le président de la Polynésie française, ni le gouvernement, ni les élus de l'Assemblée de la Polynésie française n'ont consulté le peuple polynésien avant d'adopter la résolution n° 2011-2 R/APF du 18 août 2011 *appelant à la réinscription de la Polynésie française sur la liste des territoires non autonomes à décoloniser* ;

Considérant l'inquiétude des investisseurs qui redoutent - après une période prolongée d'instabilité politique en Polynésie française - l'ouverture d'une nouvelle période d'instabilité institutionnelle ;

Considérant qu'à l'occasion du scrutin destiné à renouveler les représentants à l'Assemblée de la Polynésie française - dont le second tour a été organisé le 5 mai 2013 - les partis opposés à la demande de *réinscription de la Polynésie française sur la liste des territoires non autonomes à décoloniser* ont obtenu plus de soixante-dix pour cent (70 %) des suffrages, démontrant ainsi la ferme opposition de la population polynésienne face à cette initiative ;

Considérant que la Polynésie française bénéficie d'une autonomie constitutionnelle au sein de la République française :

- notre collectivité d'outre-mer est protégée par l'article 74 de la Constitution française,
- aux termes du 1<sup>er</sup> article du statut d'autonomie de la Polynésie française, ... *La Polynésie française se gouverne librement et démocratiquement, par ses représentants élus et par la voie du référendum local, ...*

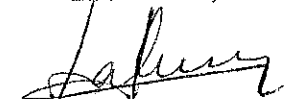
Considérant que nul ne conteste le droit des polynésiens à l'auto-détermination ; le dialogue prôné par le Forum des îles du Pacifique en 2004 (réitéré en 2011, puis en 2012) n'ayant jamais été interrompu - sauf parfois par la volonté des seules autorités de la Polynésie française ;

**Article 1<sup>er</sup>.**- L'Assemblée de la Polynésie française appelle l'Assemblée générale des Nations Unies à reconnaître que la Polynésie française demeure un territoire autonome au sens de la Charte des Nations Unies, ainsi qu'à ne pas procéder à l'inscription de la Polynésie française sur la liste des Pays non autonomes à décoloniser.

**Article 2.**- La résolution n° 2011-2 R/APF du 18 août 2011 *appelant à la réinscription de la Polynésie française sur la liste des territoires non autonomes à décoloniser* est retirée.

**Article 3.**- La présente résolution sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmise, accompagnée de son rapport de présentation, au Président de la République, aux chefs d'états des Îles Salomon, de Nauru et de Tuvalu, à l'Assemblée générale et au secrétaire général des Nations Unies, au Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, au Premier ministre, au ministre des affaires étrangères et au ministre des outre-mer, aux parlementaires de la Polynésie française, au haut-commissaire et au président de la Polynésie française.

La secrétaire,

  
**Loïs SALMON-AMARU**

Le président,

  
**Édouard FRITCH**

Discours de M. Edouard Fritch  
Président de la Polynésie française

Quatrième Commission de l'Assemblée Générale des Nations Unies  
« Question de la Polynésie française »

4 octobre 2016

Monsieur le Président de la Quatrième Commission de l'Assemblée Générale des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs et les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs les représentants des membres de l'Assemblée Générale des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs,

Depuis que mon pays a été réinscrit en 2013 sur la liste des Nations Unies des territoires non-autonomes, la Polynésie française ne s'est jamais exprimée officiellement devant l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Je me réjouis de l'opportunité qui m'est offerte de m'adresser à votre honorable assemblée.

J'ai souhaité venir devant vous car j'estime qu'il est temps, au nom du peuple polynésien, de vous livrer les points de vue qui reflètent l'état d'esprit et l'opinion du plus grand nombre d'entre eux, les autonomistes.

Aussi permettez-moi de vous faire part de quatre points que je vais développer par la suite.

Le premier est que le mouvement indépendantiste polynésien n'a jamais été majoritaire en Polynésie.

Le second point est que le fait nucléaire est reconnu par l'Etat français depuis 2010.

Le troisième point est que l'Etat français ne confisque pas les ressources naturelles de la Polynésie à son profit.

Le quatrième point est qu'en tant que membre du Forum du Pacifique, la Polynésie française est reconnue comme pays doté d'une large autonomie.

\*\*\*

Venons au premier point.

Les indépendantistes n'ont jamais obtenu une majorité des suffrages à toutes les élections de portée territoriale depuis la fondation du parti politique, le Tavini Huiraatira, en 1977. Les Polynésiens n'ont jamais exprimé le moindre désir ou le moindre signe d'une intention à vouloir se séparer de la République française au cours de ces 40 dernières années.

Certes, le président du parti indépendantiste fut président de la Polynésie française à 5 reprises, entre 2004 et 2013, dans une période de forte instabilité politique. Il fut président grâce à des coalitions de circonstances avec des élus non indépendantistes. Vous pouvez aisément vérifier cette première affirmation.

\*\*\*

Le second point concerne le fait nucléaire.

Les conséquences des essais nucléaires sont un sujet qui préoccupe tous les Polynésiens, sans exception. Il fait consensus auprès de tous les partis politiques, des autorités religieuses, des associations de lutte et toute la société civile polynésienne. Je suis moi-même pleinement mobilisé sur ce sujet préoccupant. Les indépendantistes polynésiens n'ont pas le monopole de cette préoccupation.

Lors de votre séance tenue le 8 octobre 2013, les orateurs indépendantistes ont omis de vous informer que la France verse annuellement une rente nucléaire de 180 millions de dollars US, soit près de 15% de son budget annuel, et ce depuis 1996.

Ils ont omis également de dire que la France a reconnu le fait nucléaire depuis 2010 et a mis en place, dès 2010, un dispositif d'indemnisation des victimes et de leur famille, où qu'elles se trouvent en Polynésie. Le 23 Février 2016, monsieur François Hollande, lors de sa visite en Polynésie française, a reconnu devant les Polynésiens que les expérimentations nucléaires ont causé des dommages sanitaires, environnementaux et économiques qu'il importe de réparer.

Alors, est-il vraiment nécessaire de rajouter un paragraphe supplémentaire à votre résolution sur le sujet ?

Le gouvernement de la Polynésie française se bat, avec l'ensemble des associations concernées, pour parfaire les dispositifs d'indemnisation et a mis en place des moyens pour y parvenir.

Depuis la reconnaissance du fait nucléaire par la France et grâce à la mobilisation générale des Polynésiens, la concertation ouverte et permanente avec les autorités de l'Etat français, sur les justes réparations attendues par les Polynésiens, produisent progressivement les résultats escomptés.

Pour résumer sur le sujet nucléaire, tout n'est pas encore réglé, mais les choses avancent dans la bonne voie. Notre travail et notre combat continuent, dans un dialogue ouvert avec l'Etat français.

\*\*\*

En troisième point, il est faux de faire croire que l'Etat français confisque les ressources naturelles de la Polynésie à son profit.

Il est clairement dit dans notre statut d'autonomie que la Polynésie française exerce le droit d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles du sol, du sous-sol jusque dans la zone économique exclusive. Cette interprétation est partagée par l'Etat français qui reconnaît pleinement nos droits. Mais j'ai demandé à ce que le statut d'autonomie soit amendé pour être plus précis à ce sujet, ce que l'Etat a accepté au moment où je vous parle.

Dès lors je me pose la question de l'utilité du 6ème point du projet de résolution.

A titre d'illustration, des bureaux de recherche minière ont trouvé en 1989 des gisements terrestres importants de terres rares dans nos îles, que nous n'exploitons pas, faute de moyens et surtout faute d'accord de la population. C'est un problème interne et l'Etat n'intervient pas dans ce domaine.

Les craintes des indépendantistes sur nos ressources naturelles sont totalement infondées.

\*\*\*

Le quatrième point est que la Polynésie française est désormais membre du Forum des Iles du Pacifique. Cette acceptation au sein du Forum des Iles du Pacifique est la preuve que les 16 Etats qui composent cette organisation, accueillent la Polynésie comme leur égal.

Je voudrais, en cet instant solennel, adresser mes salutations les plus fraternelles et toute ma reconnaissance à mes amis du Pacifique. Nous partageons notamment le même océan et les mêmes craintes face aux changements climatiques.

Mesdames et messieurs les ambassadeurs, l'Etat français n'a pas cherché à entraver notre liberté diplomatique. Au contraire, elle a soutenu notre démarche auprès du Forum, ce qui démontre bien le contraire d'une attitude coloniale.

Mesdames et messieurs, 70 % des électeurs ont constamment fait le choix de l'autonomie. Permettez-moi d'exprimer mon incompréhension sur cette réinscription, qui ne correspond pas à ce jour à la volonté de ma population, alors que le dialogue reste permanent entre l'Etat français et les autorités de la Polynésie. Nous ne ressentons pas l'utilité d'un arbitrage extérieur par votre organisation.

Les Polynésiens sont attachés à leur culture océanienne et sont fiers de leur identité polynésienne. En tant qu'autonomistes, nous sommes parfaitement conscients que notre histoire n'est pas celle de la France ; que notre mode de vie océanien et tropical, n'est pas celui de la France européenne. Il y a simplement le fait que les autonomistes, conscients de l'étroitesse de leur terre de 4000 km<sup>2</sup>, et du faible nombre de leur population de 280 000 habitants, ont une approche et une vision réalistes de leur pays face à l'interdépendance des nations et à la mondialisation des échanges.

Les Polynésiens ne sont ni opprimés, ni des citoyens de seconde zone. Les Polynésiens ont les mêmes droits fondamentaux que tous les citoyens français.

Avez-vous déjà entendu dire que les Polynésiens vivent dans un pays privé des droits de l'homme, privé des droits à l'expression, privé des libertés de circulation ? Jamais !

Avez-vous entendu dire que les Polynésiens sont des exclus dans leur propre pays ? Jamais !

Jamais, parce que les Polynésiens vivent chez eux et constituent 80 % de la population ; parce que le pouvoir politique est entre les mains des Polynésiens ; parce que les Polynésiens ont libre accès à tous les emplois du secteur public et privé ; parce que les Polynésiens sont libres de communiquer dans leur langue locale ; parce que les médias polynésiens exercent librement leur travail, et ce dans les langues autochtones comme en Français.

Tous les Polynésiens ont droit à l'instruction gratuite. Tous les Polynésiens ont droit de se soigner. Nous avons construit des écoles et des centres de soins dans 70 îles, partout où il y a des habitants. Sur nos 70 îles habitées, nous avons construit 50 aérodromes, pour, je le rappelle, 50 000 habitants éloignés de l'île capitale.

Le PIB de la Polynésie française est de l'ordre de 20 000 dollars par habitant. Le salaire minimum mensuel est de 1500 dollars.

Je ne cherche pas à vous dresser l'image d'une Polynésie française idéale. Il y a dans notre pays, comme dans tous les pays du monde, des inégalités sociales. Mais ces inégalités sociales sont le fruit de notre propre gestion et non les conséquences d'un colonialisme imaginaire.

Mesdames et messieurs, si la France était encore un Etat colonial ou avait un comportement colonial vis-à-vis d'une de ses collectivités d'outre-mer, je pense que cela se saurait sur la scène internationale.

Je respecte le droit et la liberté de ceux qui combattent pour l'indépendance de la Polynésie française. Je les connais depuis plus de 30 ans. Je dialogue avec eux.

Les orateurs polynésiens qui vont se suivre à cette tribune sont inscrits sur la liste des pétitionnaires menée par le parti indépendantiste qui représente 30 % des électeurs polynésiens. Ils vont tenter de vous dresser un tableau sombre de mon pays. Ils sont libres de le faire et je ne leur jetterai pas la pierre car je les respecte.

C'est la première fois que j'ai l'honneur de m'adresser à vous. Je formule le vœu que mes paroles pourront, d'ores et déjà, vous permettre de relativiser tous les propos qui ont déjà été tenus et qui seront tenus devant cette assemblée sur la situation de la Polynésie française.

Je vous remercie de votre attention.

Presentation by the representative of French Polynesia

Caribbean Regional Seminar on the implementation of the Third  
International Decade for the Eradication of Colonialism

The "Future for Decolonization in the non-self-governing territories.  
What are the prospects?"

Saint Vincent and the Grenadines  
16 to 18 May 2017

Honourable Chairman of the Special Committee on Decolonization,

Distinguished representatives of the Member States of the United  
Nations,

Ladies and gentlemen,

First of all I would like to warmly thank the government and the people  
of Saint Vincent and the Grenadines for their welcome and hospitality.

**1. First participation of French Polynesia in the C24 regional  
seminar since its inscription on the list of non-self-governing  
territories**

- The Territory of French Polynesia first stood up before the United  
Nations Fourth Committee on 04 October 2016 and, from that date,  
French Polynesia will no longer adopt the policy of the empty chair,  
and will attend every meeting to present the point of view of the  
majority of French Polynesians.

- Because the situation of each territory is specific, French Polynesia  
will attend meetings in order to inform C24 members about the reality  
of the situation in an objective manner.



## **2. The intention clearly demonstrated by the French Polynesians at every election is their choice to remain within the French republic**

- Those who call for independence have never won the majority of the votes at any election.
- Admittedly, the pro-independence leader was President of the country in 2004 but only because he was supported by non-pro independence elected officials in a majority alliance that was made merely to fit the occasion. It did not last very long and resulted in an era of political instability, which ended in 2013.

## **3. The nuclear issue.**

In its Resolution adopted in 2016, the United Nations General Assembly reiterated its concerns about the health and environmental impact of French nuclear testing over a period of more than 30 years.

- The French state has acknowledged the nuclear issue by putting into place a compensation mechanism for the victims of nuclear testing. Such recognition was publicly confirmed by President François Hollande during his visit to French Polynesia in February 2016.
- The Morin Law has been strongly criticised since it was adopted and so, in February 2017, the French National Assembly deleted the notion of “negligible risk” thus allowing a greater number of victims to be compensated.

## **4. The control of natural resources.**

In its last Resolution, the United Nations General Assembly reaffirmed the “inalienable rights of the people of French Polynesia to the ownership, control and disposal of their natural resources, including marine resources and undersea minerals”.

- In its address to the Fourth Committee in October 2016, President Edouard Fritch recalled that the Statute resulting from the Organic Law

of 2004 makes provisions for the full jurisdiction of French Polynesia in exercising its right of exploration and use of natural resources of the soil and subsoil into the Exclusive Economic Zone.

- The French state recognises this right and reaffirmed it in the Elysée Agreement that was signed on 17 March 2016, and which is mentioned later on.

- French Polynesia has signed no fishing agreement with foreign fleets since 1996 and purse-seine fishing is prohibited within our EEZ. This political decision was made in order to preserve our resource and to allow our local fishermen to tap into this resource by themselves.

#### **5. Integration of French Polynesia into its regional environment**

- French Polynesia has become a full member of the Pacific Islands Forum since 10 September 2016 in Pohnpei, Federated States of Micronesia, which marked the recognition of the degree of autonomy of French Polynesia to take action in front of the challenges of the region.

- French Polynesia, along with the Pacific Member States will participate in the Ocean Conference in June 2017 at the United Nations Headquarters in New York.

#### **6. Key points about the political situation.**

- French Polynesians have the same electoral rights as Continental French citizens. They participate in the same elections, and, in addition, they vote in order to elect their representatives at the Assembly of French Polynesia every 5 years. This election leads to the election of the President of the Territory, selected among the 57 representatives to be elected. The next election will take place in March 2018.

- French Polynesians have just participated in the election of the President of the French Republic

-This election brought 58% of the votes to Mr. Emmanuel Macron, supported by the majority autonomist party, and 41% to Mrs. Marine Le Pen, supported by the second autonomist party.

- On 3 and 17 June, French Polynesians will elect their three Members of Parliament who will sit on behalf of French Polynesia at the French National Assembly.

- During the last general territorial elections of March 2013, 70% of electors opted for autonomy, which resulted in 47 seats out of 57 for autonomist parties and 10 seats for pro-independence advocates.

#### **7. The Elysée Agreement signed with President François Hollande on 17 March 2017 in Paris.**

- This agreement focuses a lot on the consequences of nuclear testing:

- The French state and French Polynesia are initiating a joint approach in order to determine allowances to be paid by our local Social Security Institution to the victims of nuclear testing recognised by the compensation scheme;
- The French state undertakes to assist French Polynesia in the treatment of radiation-induced illnesses through an investment fund of €6 million over a 3-year period, intended for the Oncology Department of the Territorial Hospital Centre;
- The French state and French Polynesia undertake to provide medical, legal and administrative support to the victims of nuclear testing who apply for compensation.

-The other points addressed in the Agreement are:

- The French state undertakes to work with the European institutions and French Polynesia to improve its association regime and to examine the opportunity for an extension of the euro currency;
- The French state supports the intention of French Polynesia to be integrated into its regional environment. It supports the regional cooperation projects through the Pacific Economic, Social and Cultural Fund;
- The French state has entered into a multi-year agreement with French Polynesia providing for its contribution in the funding of projects falling within the powers of French Polynesia;
- The contribution of the French state to the funding of structural facilities through the Exceptional Investment Fund, especially in the areas of renewable energy and in the digital world;
- The French state makes travelling to European France easier and financially supports people who want to follow higher education studies or vocational training there;
- The French state and French Polynesia jointly identify the means to reduce the consequences of the isolation and distance of certain islands from the business hub of Tahiti.

- The new President of the French Republic, Mr. Emmanuel Macron, undertook, before the outcome of the election, to respect the terms of that Agreement, which marks the intention of the French state and French Polynesia to establish their relations on the basis of a Republican Pact for 30 years.

#### **8. Resolution No. 2013-3 APF of 30 may 2013.**

-The resolution No. 2013-3 of the Assembly of French Polynesia of 30 May 2013 responds to the one that was adopted by the very same

Assembly on 18 August 2011 asking for the inscription of French Polynesia on the United Nations list of non-self-governing territories.

- This resolution of May 2013 repealed the 2011 resolution by a majority of the members of the Assembly of French Polynesia.

- The 2013 resolution considers that in 2011, neither the President of French Polynesia, nor the government, nor the elected officials of the Assembly of French Polynesia had consulted with the French Polynesian people before adopting the resolution calling for the inscription of French Polynesia on the list of non-self-governing territories to be decolonised.

- It is also stipulated in Article 1 of the said resolution that the United Nations General Assembly is requested to acknowledge that French Polynesia is actually a self-governing territory under the United Nations Charter and not to inscribe it on the list of non-self-governing territories to be decolonised.

- This resolution was forwarded to the C24 Chairman and to the United Nations Secretary General.

### **CONCLUSION.**

- As you have understood, dear C24 members, today French Polynesia is inscribed on the list and this is why we are here today to give you the vision which is closest to what the majority of French Polynesians really want.

- France is not a colonial state, and French Polynesia is definitely not a colony that needs to be decolonised. This is the position the majority of French Polynesians have demonstrated it in each election.

- We solemnly reaffirm the terms of the address made by the President of French Polynesia in October 2016 that was clear on several points and perhaps we should think about the possibility of delisting French Polynesia from the list of non-self-governing territories.

- Such delisting will need to occur sooner or later at the convenience of the C24 members.

- We thought that it would be useful to bring you these clarifications about the actual situation we live in today in our country.

Thank you for your attention.

Thank you for giving me the opportunity to express myself on this important issue.

Att.: Address by Mr. Edouard Fritch to the Fourth Committee of the United Nations General Assembly on 4 October 2016  
Resolution n° 2013-3 of the assembly French Polynesian of 30 May 2013

**ASSEMBLY  
OF  
FRENCH POLYNESIA**

---

**RESOLUTION N° 2013-3 R/APF**

**OF 30 MAY 2013**

---

calling upon the United Nations General Assembly to recognise that French Polynesia remains a self-governing territory within the meaning of the Charter of the United Nations, and not to reinscribe French Polynesia on the list of non self-governing territories to be decolonised

---

**THE ASSEMBLY OF FRENCH POLYNESIA**

Considering the organic law No. 2004-192 of 27 February 2004 establishing the autonomy statute of French Polynesia, together with the law No. 2004-193 of 27 February 2004 making further provisions for the autonomy statute of French Polynesia;

Considering the resolution No. 2005-59 APF of 13 May 2005, as amended, laying down the Rules of Procedure of the Assembly of French Polynesia;

Considering the proposed text filed and registered at the General Secretariat of the Assembly of French Polynesia under the No. 5486 of 16 May 2013;

Considering the letter No. 1934/2013/APF/SG of 22 May 2013 convening the Representatives at the Assembly of French Polynesia;

Considering the report No. 43-2013 of 24 May 2013 of the International Relations and Institutions Commission;

Considering the resolution A/RES/67/265 adopted by the United Nations General Assembly on 17 May 2013, at the 82<sup>nd</sup> meeting of its 67<sup>th</sup> session;

In its meeting of 30 May 2013;

## ADOPTS THE FOLLOWING RESOLUTION:

Considering that neither the President of French Polynesia, nor the Government, nor the Representatives of the Assembly of French Polynesia, consulted the French Polynesian people before adopting the resolution No. 2011-2 R/APF of 18 August 2011 *calling for the re-inscription of French Polynesia on the list of non self-governing territories to be decolonised*;

Considering the concerns of investors, who fear – after a long period of political instability in French Polynesia – that a new era of institutional instability might follow;

Considering that in the General Election renewing the Representatives at the Assembly of French Polynesia – the second round of which was held on 05 May 2013 – the Parties that are opposed to the application for *the re-inscription of French Polynesia on the list of non self-governing territories to be decolonised* obtained more than seventy per cent (70 %) of the votes, thus showing the firm opposition of the French Polynesian people to this initiative;

Considering that French Polynesia enjoys constitutional self-governance within the French Republic:

- our overseas collectivity is protected by article 74 of the French Constitution,
- according to the first paragraph of the autonomy statute of French Polynesia, ... *French Polynesia governs itself freely and democratically through its elected representatives and by way of local referendum*, ...

Considering that no one challenges the right of French Polynesians to self-determination; since the dialogue advocated by the Pacific Islands Forum in 2004 (reiterated in 2011, and then in 2012) has never been interrupted – except sometimes by the will of the authorities of French Polynesia alone;

**Article 1.-** The Assembly of French Polynesia calls upon the United Nations General Assembly to recognise that French Polynesia remains a self-governing territory within the meaning of the Charter of the United Nations, and not to re-inscribe French Polynesia on the list of non self-governing territories to be decolonised.

**Article 2.-** The resolution No. 2011-2 R/APF of 18 August 2011 *calling for the re-inscription of French Polynesia on the list of non self-governing territories to be decolonised* is removed.

**Article 3.-** This resolution will be published in the *Official Journal* of French Polynesia and forwarded, with its presentation report, to the President of the French Republic, to the Heads of States of the Solomon Islands, Nauru and Tuvalu, to the United Nations General Assembly and Secretary General, to the Chairman of the Special Committee on the Situation with regard to the Implementation of the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples, to the Speakers of the French National Assembly and Senate, to the French Prime Minister, to the French Minister of Foreign Affairs, to the French Minister for Overseas Territories, to the French Polynesian Members of Parliament, to the High-Commissioner and to the President of French Polynesia.

*The Secretary,*

*The Speaker,*

**Loïs SALMON-AMARU**

**Édouard FRITCH**



Address by Mr. Edouard Fritch  
President of French Polynesia

Fourth Committee of the United Nations General Assembly  
“Question of French Polynesia”

4 October 2016

Honourable Chairman of the Fourth Committee of the United Nations General Assembly,

Distinguished Ambassadors,

Representatives of the Members of the United Nations General Assembly

Ladies and Gentlemen,

Since my country was inscribed in 2013 on the United Nations list of non-self-governing territories, French Polynesia has never stated its official position before the United Nations General Assembly.

I am pleased to have this opportunity to speak before this honourable assembly.

I wanted to stand before you because I think it is high time, in the name of the French Polynesian people, to give you the points of view which reflect the frame of mind and the opinion of the majority of them, the autonomists.

Please allow me first to introduce the four points on which I am going to elaborate later.

The first point is that the French Polynesian pro-independence movement has never had any majority in French Polynesia.

The second point is that the nuclear issue has been acknowledged by the French state since 2010.

The third point is that the French state is not confiscating the natural resources of French Polynesian for its own benefit.

The fourth point is that, as a member of the Pacific Islands Forum, French Polynesia is recognised as a country with a high degree of autonomy.

\*\*\*

Let us now examine the first point.

The advocates of independence have never obtained a majority of votes in any of all territorial elections since the Tavini Huiraatira political party was founded in 1977. French Polynesians have never expressed the slightest desire or intention to separate from the French Republic over the past 40 years.

Admittedly, the president of the pro-independence party was President of French Polynesia on five occasions, between 2004 and 2013, in a period of strong political instability. He became President thanks to coalitions that were made merely to fit the occasion with non-pro independence elected officials. You can easily verify this first assertion.

\*\*\*

The second point is about the nuclear issue.

The consequences of the nuclear tests are a matter of concern to all French Polynesians, without exception. This is supported by a consensus among all political parties, religious authorities, anti-nuclear organisations and the entire French Polynesian civil society. I am myself fully mobilised on this worrying subject. The French Polynesian pro-independence supporters have no monopoly on this issue.

During your meeting of 8 October 2013, the pro-independence speakers neglected to inform you that France has annually paid a 180 million US dollars nuclear compensation to French Polynesia, i.e. 15% of the annual budget of the latter, since 1996.

They also neglected to say that France has acknowledged the nuclear issue since 2010, and since then, it has established a compensation mechanism for the victims and their families, wherever they are in French Polynesia. On 23 February 2016, Mr. François Hollande, during his visit in French Polynesia, acknowledged, in front of French Polynesians, that the nuclear tests caused health, environmental and economic damage that needs to be compensated for.

So, is it really necessary to add an additional paragraph to your resolution regarding this matter?

The French Polynesian government is struggling, along with all organisations involved, in order to improve the compensation schemes and has implemented measures to this effect.

Since the nuclear issue was recognised by France and thanks to the general mobilisation of French Polynesians, the permanent and open dialogue with the

authorities of the French state, regarding the fair compensations expected by the French Polynesians, are slowly producing the expected results.

To sum up the nuclear issue, although questions may remain, things are moving forward in the right direction. We continue our work and our struggle, in an open dialogue with the French state.

\*\*\*

Thirdly, it is wrong to pretend that the French state is confiscating the French Polynesian natural resources for its own benefit.

It is clearly stated in our Statute of Autonomy that French Polynesia exercises the right of exploration and use of the natural resources in the soil, subsoil into the exclusive economic zone. Such interpretation is shared by the French state which fully recognises our rights. But I have requested that the Statute of Autonomy be amended in order to be more precise regarding this point, which the French state has accepted as I speak, at this very moment.

Therefore I wonder about the relevance of the 6<sup>th</sup> point of your draft resolution.

As an example, mining research offices found in 1989 major land-based deposits of rare earths in our islands, which are not tapped, because we lack the capacity and mainly because the population does not approve. This is a domestic issue and the French state does not intervene in that area.

The fears of pro-independence advocates over the natural resources are completely unsubstantiated.

\*\*\*

The fourth point is that French Polynesia is now a full member of the Pacific Islands Forum. This admission to the Forum is proof that the 16 Member States of this organisation, welcome French Polynesia as their equal.

In this solemn moment, I would like to extend my most fraternal greetings and gratitude to my Pacific friends. We share, amongst other things, the same ocean and the same fears in front of climate change.

Distinguished Ambassadors, the French state did not try to curtail our diplomatic freedom. On the contrary, it supported our application made to the Forum, which clearly is quite the opposite of a colonial attitude.

Ladies and gentlemen, 70% of electors have consistently opted for autonomy. Please allow me to express my incomprehension at this re-inscription process, which, to date, is not in line with the will of my people, while the dialogue

remains permanent between the French state and the authorities of French Polynesia. We do not feel the need for some external arbitration through your organisation.

French Polynesians are attached to their Pacific culture and are proud of their Polynesian identity. As autonomists, we are perfectly aware of the fact that our history is not that of France; that our Pacific and tropical way of life is not that of continental France. As a matter of fact, the autonomists, being aware of the small landmass of the territory (4,000 km<sup>2</sup>) and the small population (280,000 inhabitants), have a realistic approach and vision about their country, taking into account the interdependence of nations and the globalisation of exchanges.

French Polynesians are neither oppressed nor second-class citizens. French Polynesians have the same fundamental rights as any French citizen.

Have you ever heard that French Polynesians were living in a country deprived of human rights, deprived of the right of expression, deprived of freedom of movement? Never!

Have you ever heard that French Polynesians were outcasts in their own country? Never!

Never, because French Polynesians live in their home country and account for 80% of the population; because political power is in the hands of French Polynesians; because French Polynesians have free access to all jobs in the public and private sector; because French Polynesians are free to communicate in their local language; because French Polynesian media can work freely, both in native languages and French.

All French Polynesians have a right to free education. All French Polynesians have a right to health care. We have built schools and health care centres in 70 islands, everywhere where inhabitants live. On our 70 inhabited islands, we have built 50 airports for, let me remind you, 50,000 inhabitants who live far away from the capital.

French Polynesia's GDP is around 20,000 US dollars per capita. The minimum monthly salary is 1,500 US dollars.

It is not my intention to give you an ideal picture of French Polynesia. Like in any other countries of the world, there are, in our country, social inequalities. But such inequalities result from our own shortcomings and not from any imaginary colonialism.

Ladies and gentlemen, if France were still a colonial state or had a colonial behaviour towards one of its overseas territories, this would be widely known on the international scene.

I respect the right and the freedom of those who struggle for the independence of French Polynesia. I have known them for more than 30 years. I hold dialogue with them.

The French Polynesian speakers who will have the floor after me have all signed the petition of the pro-independence party which accounts for 30% of French Polynesian electors. They will try to give a gloomy picture of my country. They are free to do so and I will not blame them because I respect them.

This is the first time I have the honour to speak before you. It is my hope that my words can already put into perspective all the words that have already been said and will be said before this assembly about the situation of French Polynesia.

I thank you for your attention.